



Communiqué de presse

Nos organisations ont été choquées par les attentats meurtriers qui viennent d'endeuiller notre pays. En assurant les victimes et leurs proches de notre totale solidarité, elles tiennent d'abord à réaffirmer notre détermination à lutter contre toutes les atteintes à la démocratie, à la paix et aux libertés.

Elles étaient engagées depuis des mois dans la préparation d'une journée d'action le 24 novembre pour la défense du pouvoir d'achat des retraités. La manifestation prévue ce jour étant interdite, elles ont demandé une audience au ministère des affaires sociales et de la santé.

Dans le Val de Marne, elles s'adressent à la presse et aux Parlementaires pour **dénoncer la situation qui est faite aux retraités** qui, faut-il le rappeler, représentent 16,5 millions de personnes, soit 1/4 de la population.

Ils subissent une dégradation constante de leur niveau de vie (blocage des pensions, baisse constante de leur pouvoir d'achat, ponctions fiscales injustes, poids du coût de la santé) **alors qu'on les présente toujours comme des nantis**. De plus ils sont rejetés des instances décisionnaires qui les concernent.

Il faut savoir que :

- 10 % des retraités sont en dessous du seuil de pauvreté et les femmes sont les plus touchées.
- La pension moyenne brute est de 1306 €/mois et seulement 993€ pour les femmes contre 1642€ pour les hommes.
- Le gouvernement refuse de prendre en compte l'évolution générale des salaires dans le calcul des pensions : en 20 ans l'écart de niveau de vie salariés-retraités atteint 22%.
- Loin de toute solidarité, la perte d'autonomie n'est pas financée par la Sécurité Sociale, mais uniquement par les retraités à travers la CASA (Contribution pour l'Aide Sociale à l'Autonomie) et le désengagement progressif de la Sécurité Sociale rend l'accès à la santé difficile pour les retraités.
- La destruction de la Fonction Publique et des services publics pèse lourdement sur les retraités.
- Quant à leur patrimoine, il est scandaleux de confondre dans une moyenne celui des anciens salariés et celui des Bettencourt, Wendel...

D'autres choix politiques sont possibles pour augmenter les pensions avec une meilleure répartition des richesses

- Les exonérations de cotisations patronales coûtent 30 milliards d'€ à l'État et profitent aux seuls actionnaires,
- les allègements de charges des entreprises coûtent 30 à 35 milliards à l'État sans aucune contrepartie sur l'emploi,
- la part des pensions dans le PIB n'a pas augmenté bien que les retraités soient plus nombreux.

Les retraités revendiquent :

- une augmentation substantielle des pensions prenant en compte l'évolution des salaires,
- l'abrogation de toutes les mesures fiscales régressives pour les salaires et les retraites,
- une loi d'adaptation de la société au vieillissement avec prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale,
- le développement des services publics, indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.